(N^o 128.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1846.

Restitution du droit d'accise sur le sel employé à la fabrication du fromage
dit DU LIMBOURG (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2),

PAR M. ZOUDE.

MESSIEURS,

Organe de la section centrale, j'ai l'honneur de vous présenter son rapport sur le projet de loi qui accorde la restitution du droit d'accise sur le sel à l'exportation du fromage de Limbourg.

Les sections et la section centrale ont abordé le projet sans discussion générale.

La première section adopte le projet à l'unanimité.

La deuxième section le rejette par les motifs ci-après :

- 1^o Parce que l'exemption peut donner lieu à la fraude;
- 2^o Parce que les autres industries qui emploient le sel, élèveront bientôt la même réclamation;
- 3^o Parce que la restitution du droit n'est pas d'une importance telle qu'elle puisse activer l'exportation ;
- 4^o Parce qu'il est d'autant moins nécessaire d'adopter cette dérogation à la loi sur le sel, que ce produit est favorisé par le traité avec le Zollverein.

(1) Projet de loi n^o 338, session de 1843 - 1844.

(2) La section centrale, présidée par M. VILAIN XIII, était composée de MM. LYS, KEAVYN, DE RENNESSE, COGELS, DE MEKSTER et ZOUDE.

La troisième section adopte le projet sans observations.

La quatrième section charge son rapporteur de s'assurer de l'exactitude de la proportion de 13 p. % sur laquelle la restitution devrait s'opérer.

Elle désire que la question soit soumise à M. le Ministre et que l'exemption ne soit accordée que pour autant qu'on ait une garantie suffisante contre la fraude.

La cinquième section rejette le projet, qu'elle croit inutile, en ce que le fromage dont s'agit, formant une spécialité, n'a aucune concurrence à redouter à l'exportation.

Elle refuse son assentiment, d'autant plus que c'est poser un précédent, et ouvrir de nouveau la porte à une foule de réclamations de la même espèce, qui se sont déjà présentées lors de la discussion de la loi sur le sel.

Elle ne peut enfin se déterminer à accorder ainsi des faveurs particulières sans aucun intérêt pour la généralité et qui tendent à diminuer successivement les ressources du trésor.

La sixième section désire n'avoir à se prononcer sur l'exemption, qu'autant qu'il sera présenté une mesure générale pour toutes les industries où le sel est employé.

Ainsi deux sections adoptent le projet, deux le rejettent, une l'admet sous réserve et une l'ajourne.

La section centrale décide de demander à M. le Ministre comment il s'est assuré de la quantité de sel qui entre dans la fabrication de 100 kilogrammes de fromage.

M. le Ministre a répondu que cela résulte des déclarations des fabricants, confirmées par les autorités communales de Battice, Thimister, Herve et Charneux; qu'il n'est guère possible de préciser plus exactement la quantité de sel mise en usage, et qu'il serait surtout fort difficile d'établir un rapport avec les autres matières employées dans cette fabrication.

M. le président ouvre la discussion sur le projet de loi.

Deux membres le défendent, comme utile et même nécessaire à ces localités, dont ils ont dépeint la situation comme misérable, leurs terres ne consistant qu'en prairies qu'on ne peut utiliser qu'en les livrant à la pâture des vaches, dont le lait est employé à faire les fromages dit *du Limbourg*, qui, en résultat, sont le seul produit de leurs propriétés foncières. Les frapper d'un droit d'accise, c'est, ont dit ces honorables membres, ajouter à l'impôt foncier, c'est les frapper de deux droits à la fois.

Ils ont fait remarquer, en outre, que ce n'est pas une exemption qu'ils sollicitent, mais un simple *drawback*; que depuis longtemps on a voulu donner à l'agriculture l'exemption du droit sur le sel dès qu'on aurait trouvé le moyen de le dénaturer; ici c'est un simple encouragement proposé en faveur de l'agriculture.

On ne demande pas l'exemption du droit sur les fromages consommés dans le pays, on se borne à solliciter une faveur sur celui qui est exporté, et il est facile de démontrer que ce serait une bien faible réduction sur le produit de l'accise (12 à 13 mille francs); elle sera acceptée par les petits cultivateurs comme un grand bienfait; ils ont dit enfin, qu'il n'est nécessaire ici d'aucune recherche, ni combinaison pour éviter la fraude, et qu'ils ne concevaient pas qu'on pût

contester à des producteurs agricoles leurs prétentions (qui se réduisent à si peu de choses), d'obtenir que le Gouvernement protège leur commerce à l'étranger.

On a répondu qu'en exportant le fromage, l'étranger paye au Trésor belge un contingent dans l'impôt du sel, que le sel coûtant moins que le fromage, l'augmentation du poids qui en résulte est avantageuse au fabricant; d'ailleurs que le fromage étant une spécialité, n'a pas de concurrence à craindre à l'étranger.

Que la Hollande, où cette fabrication est établie sur une bien plus grande échelle, qui livre à l'exportation des quantités de fromage autrement considérable que le Limbourg, n'a jamais accordé le remboursement du droit sur le sel à la sortie, que si on l'accordait au fromage, il faudrait à plus forte raison l'accorder au beurre, aux viandes salées, lards et jambons, qui exigent une plus grande quantité de sel, et cependant sont frappés à la sortie d'un droit plus élevé que le fromage, qui, depuis l'amendement de M. Dumonceau, ne paye plus que cinq centimes par cent kilogrammes.

Qu'il serait également équitable d'accorder cette restitution à toutes les industries qui en font usage et dont les produits s'exportent à l'étranger.

D'abord au tabac, qui devrait être d'autant plus protégé à la sortie, qu'il rencontre une plus rude concurrence au dehors.

Viendront ensuite les réclamations de la tannerie, de la papeterie, qui, avec les livres imprimés, exporte pour près de un et demi million de francs, et puis la savonnerie, la blanchisserie, la faïencerie voudront aussi récupérer leur ancien privilège; et que pourrait-on opposer à la verrerie, qui livre à l'étranger pour 7 à 8 millions de francs? pourrez-vous enfin, refuser de rétablir toutes ces industries dans leur ancien privilège, lorsque vous l'aurez accordé au fromage, que la loi n'a jamais protégé sous ce rapport?

Et puis, il est à remarquer que l'Allemagne est un des principaux débouchés pour le fromage du Limbourg, et que, par le traité avec le Zollverein, le droit d'entrée, qui était de fr. 27 50 c^s, est réduit à fr. 13 75 c^s, ce qui dépasse de fr. 11 41 c^s par 100 kilogrammes le chiffre de la restitution demandée, et il est très à croire que le *Gouvernement n'eût pas présenté ce projet si le traité eût existé avant sa présentation.*

M. le président ayant clos la discussion, a mis aux voix le chiffre du Gouvernement, fr. 2 34 c^s, qui a été rejeté par cinq voix contre deux.

Un membre ayant proposé celui de fr. 1 75 c^s, il a été mis aux voix et adopté à la majorité de cinq contre deux.

Les autres articles de la loi ayant été successivement mis aux voix, ont été adoptés.

En conséquence, la section centrale vous propose l'adoption du projet, sauf qu'à l'art. 2, le chiffre de fr. 2 34 c^s sera remplacé par celui de fr. 1 75 c^s.

Le Rapporteur,

L.-J. ZOUDE.

Le Président,

V^o VILAIN XIII.